



Contrat de Territoire 2023-2027

Terres d'Argentan Interco

CONVENTION PARTENARIALE D'ENGAGEMENT

Entre

La Région Normandie, représentée par Monsieur Hervé MORIN, Président du Conseil Régional, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 27 janvier 2025,

Et

Le Département de l'Orne, représenté par Monsieur Christophe de BALORRE, Président du Conseil Départemental, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 31 janvier 2025,

Et

La Communauté de Communes Terres d'Argentan Interco, représentée par Monsieur Frédéric LEVEILLE, Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire du 4 février 2025.

Vu

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), définissant une nouvelle répartition des compétences entre les communes, les intercommunalités, les départements et les régions,

La Convention Territoriale d'Exercice concertée (CTEC) en matière de soutien aux projets publics des territoires, conclue entre la Région Normandie, les Départements du Calvados, de l'Orne, de la Seine-Maritime, de l'Eure et de la Manche, ainsi que les Établissements Publics de Coopération Intercommunale de Normandie,

La délibération du Conseil Régional de Normandie en date du 20 juin 2022 adoptant, pour la période 2023-2027, la poursuite de la politique régionale contractuelle en faveur des territoires normands,

Les délibérations du Conseil Départemental de l'Orne en date du 25 mars 2022 et du 9 décembre 2022 adoptant les modalités de la nouvelle politique de contractualisation avec les territoires,

Considérant

Les défis à relever pour faire de la Normandie un territoire encore plus dynamique, pleinement engagé dans les transitions écologique, énergétique, climatique et numérique, qui offre un cadre de vie résilient, de qualité et attractif.

L'intérêt reconnu des contrats de territoire, outils financiers puissants et incitatifs au service des stratégies de développement qui permettent d'accompagner les territoires vers les transitions durables nécessaires.

L'engagement de la Région, chef de file de l'aménagement du territoire, qui a pour objectif un aménagement équilibré et durable de la Normandie, par l'accompagnement de projets visant à la revitalisation, au développement, à la compétitivité et l'attractivité de l'ensemble des territoires normands.

L'engagement du Département de l'Orne, chef de file de la solidarité territoriale, d'accompagner les investissements structurants des territoires, avec pour objectif de participer à l'amélioration du cadre de vie, de faciliter l'accès aux services du quotidien, d'accroître l'attractivité des territoires et d'encourager les projets exemplaires en faveur des transitions écologique, énergétique, numérique et démographique.

L'engagement de la CdC Terres d'Argentan Interco qui porte un projet de territoire à travers son Contrat de Relance et de Transition Ecologique, avec pour objectifs un territoire exemplaire en matière de transition écologique, un territoire solidaire et accueillant, un territoire dynamique et attractif, encourageant l'innovation et les projets exemplaires.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le contrat de territoire a pour objet principal de faciliter et de concrétiser des projets d'investissements structurants destinés à favoriser le développement local durable.

Il participe à l'attractivité du territoire qui en est doté, ainsi que, plus largement, à celle du département et de la Normandie.

Le contrat de territoire traduit le croisement entre la stratégie du territoire concerné et les orientations régionales et départementales.

Il comprend les éléments suivants :

- Une présentation et une carte du territoire,
- La présente convention partenariale d'engagement,
- Le projet du territoire dans lesquels s'inscrivent les projets financés,
- La maquette financière prévisionnelle,
- Les projets inscrits détaillés dans des fiches-actions.

Article 2 : Les orientations prioritaires de la Région

Dans le cadre de sa politique contractuelle, la Région Normandie soutient les projets d'investissement structurants visant à :

- Renforcer l'attractivité normande, au travers de son développement économique et de l'amélioration du cadre de vie, tout en accompagnant et en accélérant les transitions écologique, énergétique, climatique et numérique du territoire,
- Conforter les centralités normandes pour favoriser leur attractivité,
- Poursuivre l'amélioration de l'offre de services aux normands au travers du développement d'un maillage adapté, notamment en zone rurale,
- Préparer les territoires du futur en accompagnant les transitions écologique, énergétique, climatique, numérique et démographique.

Article 3 : Les orientations prioritaires du Département

Le Département de l'Orne soutient dans le cadre de sa politique de contractualisation des projets d'investissements structurants visant à :

- Consolider le réseau de villes et de bourgs pour préserver et développer les services et le cadre de vie des ornaïs,
- Renforcer l'attractivité du Département en s'appuyant sur ses atouts et ses ressources,
- Accompagner les territoires ambitieux en faveur des transitions écologique, énergétique, climatique, numérique et démographique.

Article 4 : Les orientations prioritaires d'intervention de la CdC Terres d'Argentan Interco

Le projet de territoire partagé de Terres d'Argentan Interco se décline en 4 orientations majeures et 8 objectifs qui ont été co-construits avec les parties prenantes du territoire :

- . Orientation 1 : Un territoire exemplaire en matière de transition écologique
 - Conforter la labellisation de Terres d'Argentan Interco comme un territoire en transition énergétique
 - Protéger et valoriser le patrimoine naturel garant de la qualité de l'environnement et du cadre de vie
- . Orientation 2 : Un territoire solidaire et accueillant
 - Définir une politique de développement et d'accueil équilibrée et différenciée
 - Favoriser l'inclusion sociale et la solidarité
- . Orientation 3 : Un territoire dynamique et attractif
 - Pérenniser le tissu économique et l'emploi
 - Valoriser les potentiels touristiques, culturels et sportifs de Terres d'Argentan Interco
- . Orientation Transversale : Affirmer le positionnement de Terres d'Argentan Interco
 - Construire et porter une image positive commune
 - Fédérer et mobiliser les communes, les habitants et les acteurs du territoire

Article 5 : Durée du contrat

Le contrat de territoire est signé pour la période 2023-2027 et s'achève au 31 décembre 2027.

Chaque projet inscrit au contrat devra faire l'objet d'une demande de subvention, adressée complète par le maître d'ouvrage, à la Région et au Département, au stade « résultats des appels d'offres » impérativement avant le 31 décembre 2027.

Article 6 : Révision du contrat

A l'initiative du territoire, le contrat de territoire pourra faire l'objet de deux révisions sur sa durée, la seconde devant être engagée au plus tard le 31 décembre 2026.

La révision pourra concerner :

- la modification ou la suppression d'actions déjà inscrites,
- l'inscription de nouvelles actions en cohérence avec le projet de territoire, et ses priorités,
- la poursuite d'actions déjà engagées, notamment après la réalisation d'études préalables.

Article 7 : Engagements des parties

7.1 Financement :

Les actions inscrites au présent contrat sont susceptibles de bénéficier :

- soit des crédits sectoriels de la Région et/ou du Département ;
- soit de crédits spécifiques tels le Fonds Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (FRADT) pour la Région,
- soit des crédits spécifiques du Fonds Départemental des Solidarités et des Innovations Territoriales (FDSIT) pour le Département.

Les crédits nationaux et les fonds européens (non contractualisés dans ce contrat) pourront être également mobilisés et viendront en déduction de la participation du maître d'ouvrage. Cette dernière devra néanmoins être au minimum de 20% (article L1111-10 du CGCT).

Dans le cas où ces financements complémentaires ne pourraient être obtenus, la Région et le Département ne se substitueront pas aux financeurs défaillants. Des financements complémentaires ne pourront donc pas être accordés.

Le contrat porte sur **19** actions pour un montant total prévisionnel d'investissement de **10 135 568 €** répartis entre les partenaires de la manière suivante :

Les maîtres d'ouvrage pour un montant prévisionnel de **4 541 807 €**,

La Région Normandie pour un montant prévisionnel de **1 348 317 €** dont **487 602 €** de FRADT,

Le Département de l'Orne pour un montant prévisionnel de **1 111 383 €**, dont **240 000 €** de FDSIT.

D'autres financements sont attendus (État, Europe...). Ils sont estimés à **3 134 061 €**.

Les engagements financiers du présent contrat valent **accord sur l'éligibilité des actions** proposées aux différentes sources de financement des partenaires selon les modalités décrites dans les fiches actions, **mais pas accord de subvention**.

7.2 Modalités de dépôt des demandes de subvention

Conformément au règlement des subventions régionales et départementales, chaque action du contrat devra donc faire l'objet d'un dossier de demande de subvention, déposé par le maître d'ouvrage auprès de la Région et du Département.

Le contrat de territoire vaut autorisation de démarrage anticipé des projets inscrits au 1er janvier 2023, sauf modalités particulières propres aux dispositifs d'intervention sollicités.

Pour la Région, les demandes devront être déposées de façon dématérialisée sur l'extranet régional à l'adresse suivante <https://monespace-aides.normandie.fr>

La décision d'attribution des subventions revient aux instances délibérantes des collectivités partenaires après instruction des dossiers. Les demandes de subvention (qu'elles soient au titre des crédits sectoriels ou des crédits spécifiques des partenaires) seront étudiées **suivant les disponibilités budgétaires et les dispositifs en vigueur à la date du dépôt de dossier complet**.

Concernant les crédits de la Région Normandie :

Les sommes indiquées dans la maquette financière et les fiches-actions du contrat constituent des **montants plafonds**. Dans le cas d'une augmentation du coût prévisionnel du projet, ces montants de subvention ne pourront être revus à la hausse. A l'inverse, dans le cas d'un coût prévisionnel d'opération diminué, les montants de subvention seront proratisés.

Concernant les crédits du Département de l'Orne :

Pour les crédits spécifiques (FDSIT), les sommes indiquées dans la maquette financière et les fiches-actions du contrat constituent des **montants plafonds** (calculés sur la base de taux d'intervention déterminés). Dans le cas d'une augmentation du coût prévisionnel du projet, ces montants de subvention ne pourront être revus à la hausse. A l'inverse, dans le cas d'un coût prévisionnel d'opération diminué, les montants de subvention seront proratisés.

Pour les crédits sectoriels (ou dits de « droit commun »), les montants mentionnés dans la maquette et dans les fiches-actions sont prévisionnels. Les subventions attribuées seront définies, par l'application du dispositif mobilisable aux dépenses éligibles du dossier de subvention.

Enfin, toute évolution réglementaire ultérieure à la signature du présent contrat, susceptible d'impacter les modalités précisées dans la convention, s'appliquera automatiquement, quels que soient les engagements pris initialement.

7.3 : Les engagements du territoire attendus par la Région

- Le territoire et ses communes membres s'engagent d'une façon générale à prendre en compte les enjeux climatiques et de transition écologique.

Les projets exemplaires inscrits au contrat, répondant à ces enjeux et bénéficiant à ce titre d'un soutien important de la Région, sont listés en annexe. La subvention définitive pourra être diminuée par rapport au montant inscrit au contrat en cas de non-respect des engagements pris à ce titre.

- Le territoire signataire et ses communes membres s'engagent à intégrer, dans leurs appels d'offres, des clauses et des critères permettant de faciliter l'accès des entreprises à la commande publique, notamment des TPE/PME ainsi qu'à simplifier les procédures et lutter contre la sous-traitance abusive. La région pourra partager à la demande, ses propres pratiques de commande publique participant à l'atteinte de cet objectif.

La région recommande par ailleurs au territoire et à ses communes membres de décliner opérationnellement la Charte des bonnes pratiques pour une commande de maîtrise d'œuvre au service de l'économie locale, développée par la Région conjointement avec les organisations professionnelles de maîtrise d'œuvre depuis 2022. La Charte est consultable sur le site internet régional <https://www.normandie.fr/investissement-dans-les-lycees#charte>.

- Enfin, l'aide régionale est subordonnée à la mise à disposition, régulière et gratuite des équipements sportifs dont le maître d'ouvrage est propriétaire auprès des élèves de lycées ou établissements assimilés qui seraient concernés (centres de formation d'apprentis, maisons familiales et rurales...), pour la pratique des cours d'éducation physique et sportive (EPS). Une convention d'usage gratuit est signée, en général pour une durée de 15 ans, entre la Région, la collectivité propriétaire et les établissements concernés.

Le respect de ces engagements est apprécié à l'échéance du contrat.

7.4 : Les engagements du territoire attendus par le Département

L'aide départementale est subordonnée à la mise à disposition, régulière et gratuite des équipements sportifs dont le maître d'ouvrage est propriétaire, auprès des élèves de collèges ou établissements assimilés, notamment pour la pratique EPS.

Le Département de l'Orne attend des maîtres d'ouvrage des projets accompagnés qu'ils mobilisent des clauses d'insertion dès que la nature des projets le permet.

Article 8 : Conditions de coordination et de suivi de l'exécution

8.1. Pilotage et animation

Le Comité de Pilotage local

Le pilotage politique est organisé par la mise en place d'un comité de pilotage qui réunira a minima

les signataires du présent contrat ou leurs représentants.

Le Comité de Pilotage local s'assure de la bonne exécution du contrat, et procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

En dehors de cette structure et autant que de besoin, des échanges entre les différents partenaires continueront après la signature du contrat en fonction des besoins spécifiques à chaque dossier.

Le Comité technique local

Il est composé a minima des représentants des signataires du contrat. Les représentants des maîtres d'ouvrage des projets inscrits au contrat pourront être associés.

Il devra se réunir au moins une fois par an pour assurer un suivi efficace de la mise en œuvre des actions (bilan de la réalisation de la programmation, programmation annuelle des actions) et se charge de la préparation des dossiers qui devront être examinés par le Comité de Pilotage.

8.2. Animation et gestion du contrat de territoire

Les maîtres d'ouvrage sont responsables des conditions de définition, d'exécution et de financement de leurs projets.

Le territoire signataire coordonnera la préparation et le suivi du comité de pilotage local et du comité technique.

Les interlocuteurs en charge de la coordination spécifique des dossiers relevant du contrat du territoire sont :

- Pour la Région Normandie, le service Vie des Territoires et Contractualisation au sein de la Direction de l'Aménagement des Territoires,
- Pour le Département de l'Orne, la Mission d'Assistance Territoriale au sein du Pôle Attractivité Territoriale,
- Pour la CdC Terres d'Argentan Interco, la Direction Développement du Territoire et le PETR du Pays d'Argentan d'Auge et d'Ouche.

Dans l'objectif de l'établissement d'un bilan annuel sur l'état d'avancement du contrat de territoire, les maîtres d'ouvrage informeront régulièrement la Région, le Département de l'avancement technique et financier de leurs projets au 31/12 de chaque année.

De même, la Région et le Département devront être rapidement informés de l'abandon ou de l'évolution des actions inscrites dans le contrat.

Les subventions de la Région et du Département seront attribuées et notifiées par les instances décisionnelles, après instruction par les services. Une information régulière sera apportée au territoire.

Fait à , le

**Le Président de la Région
Normandie**

**Le Président du Département
de l'Orne**

**Le Président de la CdC
Terres d'Argentan Interco**

Hervé MORIN

Christophe de BALORRE

Frédéric LEVEILLE

CONVENTION TERRITORIALE D'EXERCICE CONCERTÉ

Entre les soussignés :

- **La Région Normandie**, dont le siège est situé à l'Abbaye aux Dames, place Reine Mathilde, BP 523, 14035 Caen Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du 5 décembre 2022, ci-après désignée par les termes « la Région »,

d'une part,

- **Le Département de l'Orne**, dont le siège est situé Hôtel du Département, 27 boulevard de Strasbourg, CS 30528, 61017 Alençon Cedex, représenté par son Président, Monsieur Christophe DE BALORRE, dûment habilité par délibération du Conseil départemental du 9 décembre 2022,

- **La Communauté de Communes Terres d'Argentan Interco**, dont le siège est situé, Maison des Entreprises et des Territoires, 12 route de Sées, 61200 Argentan représentée par son Président, Monsieur Frédéric LEVEILLE, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire du 4 février 2025

d'autre part,

Ci-après désignés globalement par les termes « les parties » ou « les signataires »

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

I - EXPOSE

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) définit une nouvelle répartition des compétences entre communes, intercommunalités, Départements et Régions. Elle supprime la clause de compétence générale des Régions et des Départements. Ses dispositions s'articulent avec celles de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), qui ouvre aux collectivités de nouvelles possibilités pour organiser les modalités de leur action commune et qui encadre les financements.

Désormais, les Régions et les Départements ne peuvent exercer que les compétences qui leurs sont attribuées, notamment, par l'article L4221-1 pour la Région et l'article L3211-1 du CGCT pour les Départements. Des compétences, telles que celles citées à l'article L1111-4 du CGCT, dont la liste n'est pas exhaustive, sont partagées entre les communes, EPCI, départements et régions. D'autres

compétences, citées à l'article L1111-9 du CGCT, nécessitent le concours de plusieurs collectivités ou groupements, dont l'un d'eux est désigné en qualité de chef de file. Les articles L1111-8 et L1111-8-1 du CGCT prévoient un système de délégation de compétences entre collectivités, qui permet à une collectivité de donner délégation d'une compétence, dont elle est attributaire, à une collectivité relevant d'une autre catégorie ou à un EPCI.

L'article L1111-9-1 du CGCT, issu de la loi MAPTAM, institue une conférence territoriale de l'action publique (CTAP), qui constitue l'espace privilégié de concertation entre les collectivités territoriales, leurs groupements et établissements publics dans le but de favoriser un exercice concerté de leurs compétences. Pour les compétences coordonnées, le chef de file est chargé d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités et groupements. Les Régions et les Départements, lorsqu'ils sont chefs de file, doivent élaborer un projet de convention territoriale d'exercice concerté (CTEC), qui est examiné en CTAP. L'élaboration d'une CTEC est facultative pour les communes et les EPCI, lorsqu'ils sont chefs de file. La présente convention d'exercice concertée a reçu un avis favorable de la CTAP du 9 novembre 2022.

L'article L1111-10 du CGCT encadre les interventions financières des collectivités dans l'objectif de limiter la pratique des financements croisés, de mieux responsabiliser les collectivités initiatrices de projets d'investissement et de contribuer à la maîtrise de la dépense publique locale. Aux termes de l'article L1111-9 du CGCT, à l'exception des opérations figurant dans le contrat de plan, tous les projets relevant de compétences donnant lieu à la désignation d'un chef de file peuvent bénéficier de subventions d'investissement et de fonctionnement, soit de la région, soit d'un département. L'article L1111-9-1 V du CGCT permet, par la conclusion d'une CTEC, de déroger au principe d'interdiction des cofinancements de la Région et des Départements. La conclusion de cette convention permet également de déroger à la participation minimale du maître d'ouvrage au financement de l'investissement d'un projet, sans qu'elle soit inférieure à 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques, sous réserve de dérogations prévues par la loi.

II - CONVENTION :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs de rationalisation et les modalités de l'action commune des parties en matière de soutien aux projets publics des territoires, dans un objectif de coordination, de simplification et de clarification des interventions financières respectives des signataires, notamment en vue d'une contractualisation associant la Région et les Départements au service des territoires.

Article 2 : Dispositifs d'intervention

Dans la limite de leurs dispositifs d'intervention respectifs, les parties pourront s'engager à apporter leur soutien aux projets s'inscrivant dans les domaines d'action détaillés dans le tableau, joint en annexe.

Les domaines d'action détaillés pourront être complétés, par voie d'avenant, pour tenir compte de l'évolution des interventions concertées décidées par les parties au titre de la présente convention.

Article 3 : Service unifié

Une instruction unifiée des dossiers bénéficiant d'un financement de la Région et du Département sera mise à l'étude. Dans cette hypothèse, les contrats de territoire détermineront la collectivité responsable de l'instruction. La Région et le Département subordonneront le versement de leur contribution à l'avis conforme de la collectivité responsable de l'instruction, qui s'engagera pour sa part à mettre en place les ressources nécessaires pour mener cette instruction sans contrepartie financière.

Article 4 : Financement des projets

En application de la présente convention, les parties pourront intervenir sur les mêmes projets cumulativement, sur le fondement des textes visés en annexe et en respectant une participation minimale du maître d'ouvrage pour les opérations d'investissement.

La participation minimale du maître de l'ouvrage, fixée à l'article L1111-9-1 du CGCT à 30 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques, pourra être abaissée sans pouvoir être inférieure à 20 %, sous réserve de l'application de dérogations prévues par la loi.

Article 5 : Délégations de compétences

Si, dans certains domaines d'intervention, les parties donnent délégation de compétence à une collectivité relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, notamment pour instruire et octroyer des aides ou subventions, elles s'engagent à conclure avec le délégataire choisi une convention, dans le respect des articles L1111-8, L1111-8-2 et R1111-1 du CGCT.

Article 6 : Informations réciproques

Conformément à l'article L1611-8 du CGCT, la délibération d'un département ou d'une région tendant à attribuer une subvention d'investissement ou de fonctionnement à un projet décidé ou subventionné par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités s'accompagne d'un état récapitulatif de l'ensemble des subventions attribuées à ce même projet par les collectivités territoriales.

A cette fin, les parties s'engagent à une information réciproque des subventions qu'elles envisagent d'attribuer aux maîtres d'ouvrage des projets couverts par l'application de la présente convention.

Par ailleurs, les articles L3312-5 et L4312-11 du CGCT disposent, respectivement, qu'un Département et une Région doivent annexer à leur compte administratif un état récapitulatif des subventions accordées au profit de chaque commune au cours de l'exercice.

Dès lors, les parties s'engagent à se tenir informées réciproquement des décisions d'attribution de subventions relatives aux projets concernés.

Article 7 : Suivi de la convention

La CTAP constitue le lieu d'échange sur la mise en œuvre, l'évaluation et l'évolution de la présente convention.

Conformément à son règlement intérieur, elle se réunit au moins une fois par an en séance plénière à l'initiative de la Région. Elle peut également être convoquée en tant que de besoin, à la demande de l'une ou l'autre des parties. Le Président de la Région préside les réunions. Aucune condition de quorum n'est exigée. Un compte-rendu des réunions est dressé par les services de la Région.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et couvre les exercices 2023 à 2027.

Article 9 : Modification et prolongation de la convention

La présente convention pourra être prolongée pour un an maximum, ou modifiée par voie d'avenant.

Article 10 : Litiges

En cas de difficulté d'exécution de la présente convention, la recherche d'une solution amiable sera recherchée. A défaut d'accord entre les parties, le litige sera soumis au Tribunal administratif compétent.

Fait à le

En 3 exemplaires originaux

Le Président de la Région
Normandie

Hervé MORIN

Le Président du Département
de l'Orne

Christophe de BALORRE

Le Président de la Communauté
de Communes Terres
d'Argentan Interco



Frédéric LEVEILLE

Accusé de réception en préfecture
061-200068450-20250204-CC-2025-002-DE
Date de télétransmission : 07/02/2025
Date de réception préfecture : 07/02/2025

n° FA	Maitre d'ouvrage	Intitulé du projet	Coût total HT	Région			Département		Etat		Autres financements (Europe...)		Autofinancement du MO		
				Montant	Taux	DC/ FRADT	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	
AXE 1 : UN TERRITOIRE EN TRANSITION ECOLOGIQUE															
1	Terres d'Argentan Interco	Rénovation de la toiture du centre aquatique d'Argentan et installation de panneaux solaires	302 244 €	45 337 €	15%	DC	60 448 €	20%	100 000 €	33%	0 €	0%	96 459 €	32%	
2	Commune de Trun	Rénovation et isolation de la toiture du gymnase de Trun	107 611 €	- €	0%		21 522 €	20%	35 000 €	33%	0 €	0%	51 089 €	47%	
3	Commune d'Argentan	Rénovation énergétique du gymnase Michel Pelchait à Argentan	375 370 €	75 073 €	20%	DC	75 073 €	20%	113 000 €	30%	0 €	0%	112 224 €	30%	
4	Terres d'Argentan Interco	Création d'une piste cyclable Argentan - Urou	805 529 €	237 489 €	29%	DC	88 750 €	11%	318 184 €	40%	0 €	0%	161 105 €	20%	
5	Terres d'Argentan Interco	Rénovation du Quartier des Trois Croix à Argentan - partie mobilités douces	90 000 €	30 000 €	33%	DC	18 750 €	21%	0 €	0%	0 €	0%	41 250 €	46%	
6	Terres d'Argentan Interco	Création d'un service d'autopartage intercommunal	135 478 €	- €	0%		19 800 €	15%	67 739 €	50%	16 080 €	12%	31 859 €	24%	
7	Terres d'Argentan Interco	Création d'une production légumière maraîchère intercommunale à Argentan	168 700 €	20 000 €	12%	FRADT	20 000 €	12%	0 €	0%	50 610 €	30%	78 090 €	46%	
AXE 2 : UN TERRITOIRE SOLIDAIRE ET ACCUEILLANT															
8	Commune de Trun	Création d'un tiers-lieu à Trun	735 653 €	195 196 €	27%	DC	100 000 €	14%	257 478 €	35%	35 848 €	5%	147 131 €	20%	
9	Commune de Saint-Georges-d'Annebecq	Création d'un tiers-lieu dans l'ancienne école de Saint-Georges-d'Annebecq	470 499 €	141 150 €	30%	DC	50 000 €	11%	175 405 €	37%	9 844 €	2%	94 100 €	20%	
10	Terres d'Argentan Interco	Création d'un Centre Territorial de Santé à Argentan	450 000 €	112 500 €	25%	DC	90 000 €	20%	120 140 €	27%	0 €	0%	127 360 €	28%	
11	Commune de Gouffern-en-Auge	Création d'une maison médicale à Feil	564 405 €	- €	0%		100 000 €	18%	200 000 €	35%	0 €	0%	264 405 €	47%	
12	Commune d'Ecouché-les-Vallees	Rénovation de l'Ecole de Musique à Ecouché	455 522 €	- €	0%		75 000 €	16%	208 000 €	46%	0 €	0%	172 522 €	38%	
13	Terres d'Argentan Interco	Extension de la médiathèque d'Ecouché-les-Vallees	412 000 €	- €	0%		82 400 €	20%	247 200 €	60%	0 €	0%	82 400 €	20%	
14	Commune de Gouffern-en-Auge	Restauration du Frûlier et de la Maison du Jardinier au Château du Bourg-Saint-Léonard	567 852 €	- €	0%		60 000 €	11%	340 711 €	60%	110 356 €	19%	56 785 €	10%	
15	Commune d'Argentan	Création de plateaux sportifs engazonnés à Argentan	119 854 €	23 970 €	20%	DC	17 480 €	15%	47 940 €	40%	0 €	0%	30 464 €	25%	
16	Commune de Sarceaux	Aménagement du centre-bourg de Sarceaux par la création d'équipements sportifs et de loisirs	440 099 €	50 000 €	11%	FRADT	75 000 €	17%	83 031 €	19%	40 000 €	9%	192 068 €	44%	
17	Commune de Sévigny	Aménagement de la traversée du bourg de Sévigny	102 587 €	20 000 €	19%	FRADT	43 568 €	42%	16 583 €	16%	0 €	0%	22 436 €	22%	
AXE 3 : UN TERRITOIRE DYNAMIQUE ET ATTRACTIF															
18	PETR Pays d'Argentan d'Auge et d'Ouche	Opération Collective de Modernisation (OCM) du commerce et de l'artisanat 2023-2026	2 570 700 €	397 602 €	15%	FRADT	17 138 €	1%	0 €	0%	99 400 €	4%	2 056 560 €	80%	
19	Terres d'Argentan Interco	Création d'ateliers-relais à Sarceaux	1 261 465 €	- €	0%		96 454 €	8%	441 512 €	35%	0 €	0%	723 499 €	57%	
TOTAL AX			10 135 686 €	1 348 317 €			1 111 383 €		2 771 923 €		382 138 €		4 541 807 €		